
Etude économique des conséquences d'un accord d'association de Monaco avec l'Union Européenne

Préparé pour le Conseil National de Monaco
Octobre 2023



Quelles conséquences économiques et sociales en cas de succès des négociations d'un accord d'association avec l'UE ?

Contexte et objectifs

Contexte

- Depuis 2015, la **Principauté de Monaco négocie avec l'Union Européenne** (« UE ») dans le cadre de la signature d'un accord d'association entre l'UE et les trois micro-états européennes que sont Monaco, Andorre et Saint-Marin.
- Cet accord a une portée économique, juridique et politique pour la Principauté, et vise plusieurs objectifs :

#1

Permettre à Monaco et à ses acteurs économiques de **participer au marché intérieur européen** en réduisant les contraintes réglementaires et d'exportation vers les Pays Membres de l'UE

#2

Fournir un cadre juridique et réglementaire à long terme pour Monaco vis-à-vis du droit européen

#3

Inclure Monaco dans les **initiatives collaboratives et transverses de l'UE**, telles que la recherche, l'environnement ou l'éducation

Objectifs

- Cette présentation expose les **conséquences économiques et sociales** potentielles qui pourraient découler d'un succès de la signature d'un accord d'association, sur les secteurs porteurs de l'économie, la protection de l'emploi de la population de nationalité monégasque et les finances de l'Etat.
- Nous avons pour cela établi un **panorama de l'économie monégasque actuelle**, des secteurs clés et des finances publiques.
- Nous avons ensuite évalué les **impacts économiques et sociaux** à travers plusieurs analyses :
 - Les **perspectives de la croissance économique** des secteurs clés en cas de statu quo ou d'accord ;
 - **L'impact sur le marché de l'emploi** et les débouchés professionnels ;
 - Les implications sur les **finances de l'Etat**, le **régime social monégasque** et la **balance commerciale**.
- Les **principales sources utilisées** sont : l'IMSEE, des rapports du Gouvernement Princier, les entretiens réalisés par le Conseil National avec différents acteurs économiques et des articles de presse locale ou régionale.

Synthèse de l'étude

Un territoire aux fondamentaux économiques solides

- **Une économie et un marché de l'emploi attractifs et e croissance malgré la crise du Covid-19**, en s'appuyant sur certains secteurs clés tels que les activités scientifiques et techniques, la banque, la finance, l'hôtellerie et la restauration
- **L'économie reste soumise à des vents contraires** avec des incertitudes sur l'immobilier, alors que la banque, la finance et l'hébergement / restauration continuent à profiter d'une dynamique positive
- **Des fondamentaux budgétaires solides** pour l'Etat et les réserves de l'Etat, avec un excédent budgétaire pérenne

Un accord d'association avec l'Union Européenne serait générateur de fortes incertitudes pour l'économie, l'emploi des Monégasques et l'Etat



- Une **incertitude** pour les acteurs de secteurs clés de l'économie, notamment la construction et l'immobilier
- Un **faible potentiel de développement** pour certains secteurs (industrie, banque), mais conditionné à un soutien fort, pérenne et de long terme de l'écosystème
- Une **incertitude** pour les monopoles en place à Monaco



- La **menace** de l'application de la législation européenne pour les Monégasques employés dans le secteur privé (>75% touchés à long terme)
- Une **protection maintenue** pour une partie des Monégasques travaillant dans **les fonctions régaliennes** au sein du **secteur public**
- Un **risque fort pour les nombreux indépendants monégasques**



- Un **budget potentiellement en déséquilibre à court terme**, avec des recettes en berne et des dépenses en hausse (notamment coûts administratifs)
- De **forts impacts pour les caisses de sécurité sociale**, avec une complexification administrative et des dépenses complémentaires à prévoir pour les frontaliers et retraités résidants en France

1

Panorama global de l'économie monégasque

L'économie et le marché de l'emploi monégasque sont portés par des secteurs clés les rendant stables et attractifs

Synthèse de l'économie monégasque

Un marché de l'emploi dynamique, qui attire les étrangers, notamment dans le secteur privé

+2% de salariés en plus par an depuis 5 ans

75% Part de la population résidente de nationalité étrangère

95% Part de la population travaillant à Monaco de nationalité étrangère

85% Part de la population travaillant dans le secteur privé

98% Part de la population travaillant dans le secteur privé de nationalité étrangère

Des secteurs clés qui dominent l'économie et l'emploi monégasque

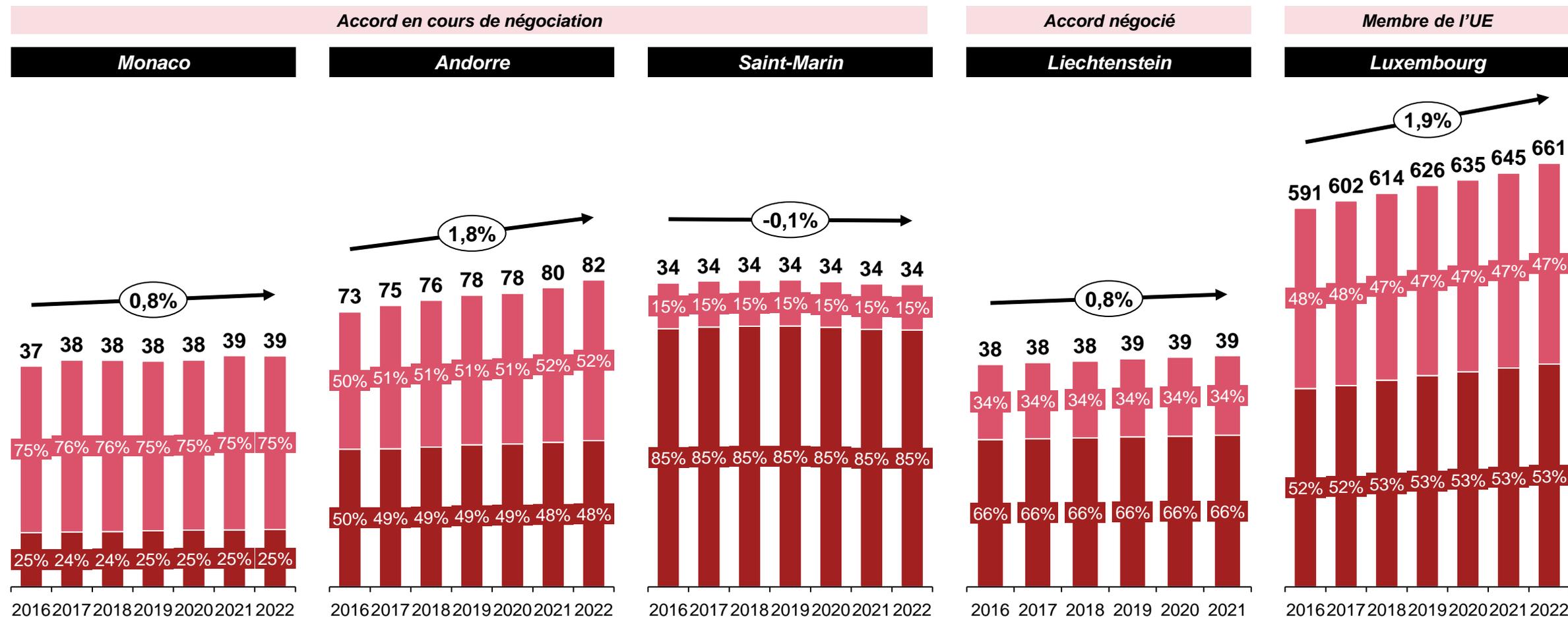
	<i>PIB</i>	<i>Nombre d'employés</i>
Activités scientifiques et techniques	1 500 m€	13 400
Construction et immobilier	1 200 m€	7 800
Activités financières	1 200 m€	4 300
Commerce de gros	700 m€	2 600
Hébergement et restauration	500 m€	7 800
Total	7 300 m€	55 500

Une stabilité économique basée sur des fondamentaux financiers solides

Budget de l'Etat	32 m€	Excédent budgétaire de l'Etat en 2022
	+17%	Augmentation des recettes depuis l'année dernière
	+16%	Augmentation des dépenses depuis l'année dernière
Finances de l'Etat	6,5 Md€	Montant du Fonds de Réserve Constitution (FRC) en 2022
	+ 4%	Croissance annuelle moyenne du FRC depuis 2013

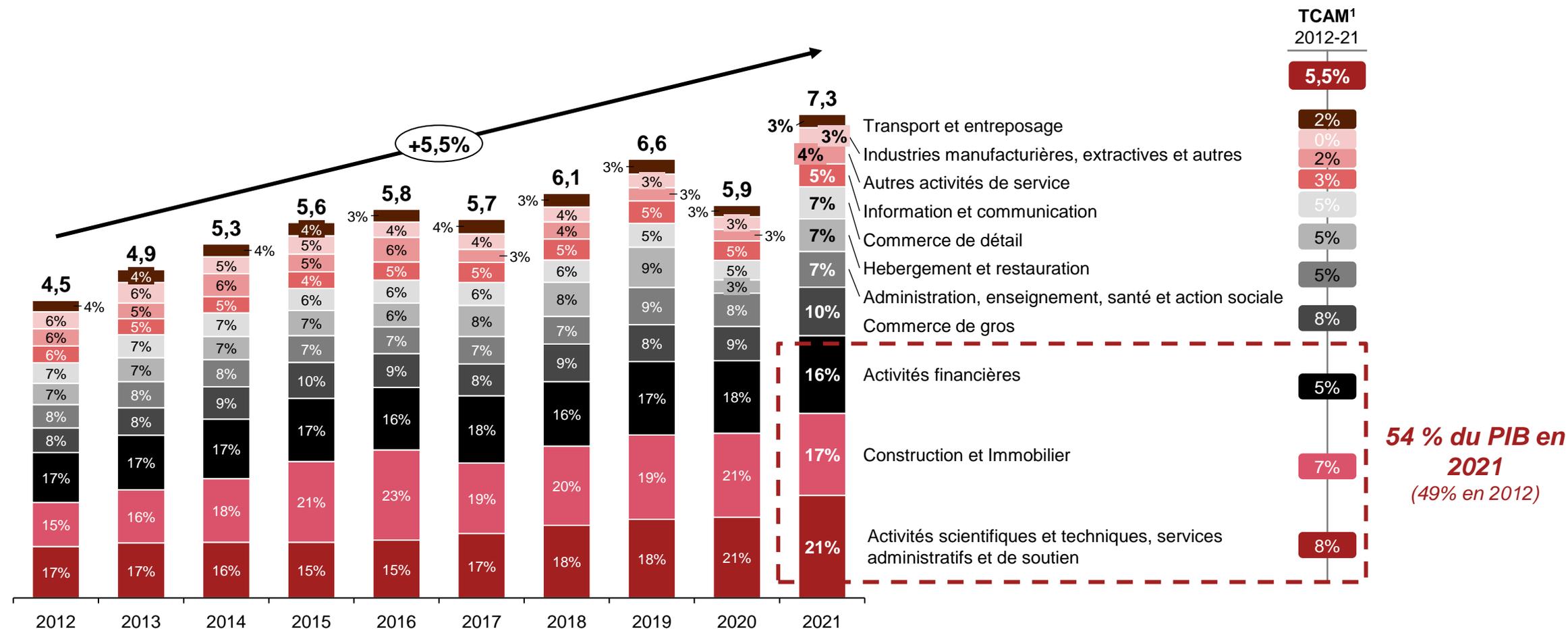
Avec 75% de la population étrangère, la démographie monégasque stable dans le temps est unique en Europe

Répartition de la population par nationalité à Monaco et autres micro-états européens (milliers de personnes)



Le PIB monégasque, qui augmente de 5,5% par an en moyenne, est porté par 3 secteurs clés qui en représentent plus de 50%

Evolution du PIB de Monaco par secteur d'activité entre 2012 et 2021 (Md€)

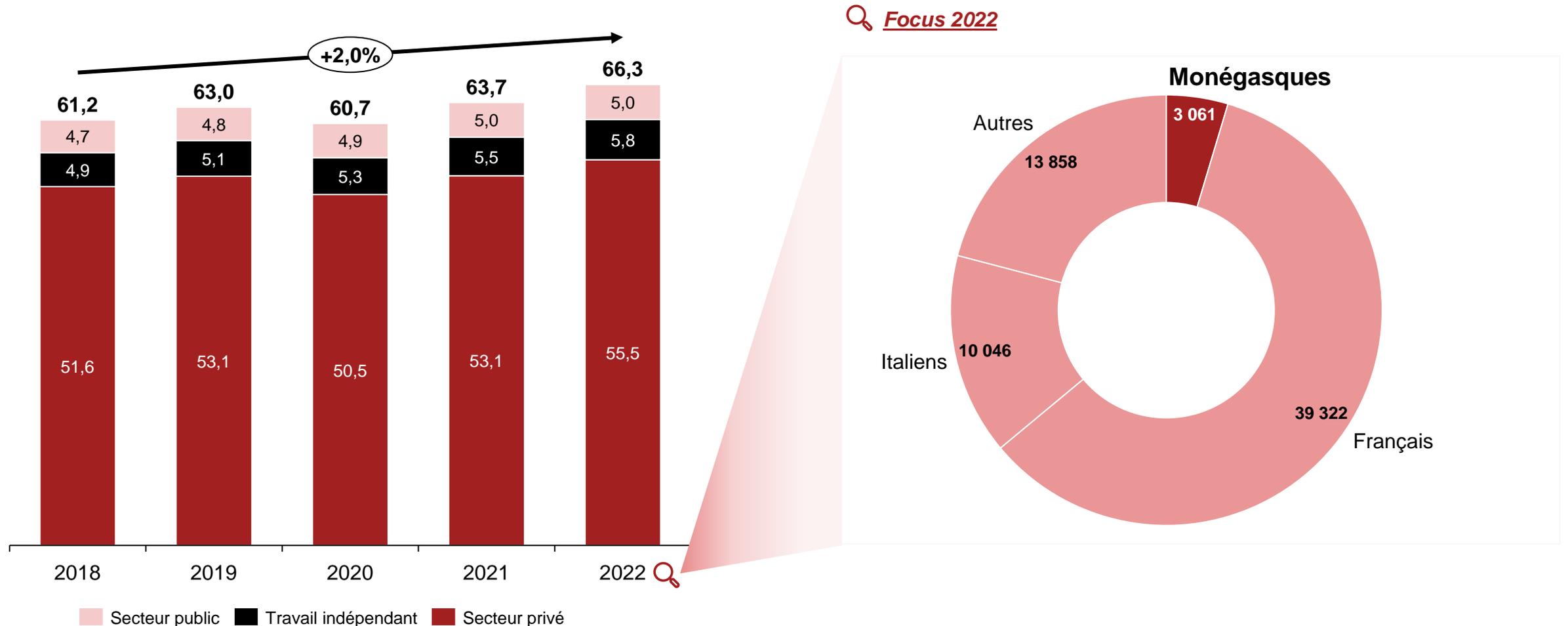


¹ Taux de Croissance Annuel Moyen

Sources : IMSEE – Rapport PIB 2021, Analyses PwC Strategy&

Le marché de l'emploi compte plus de 66 000 actifs en 2022, dont plus de 80% travaillent dans le secteur privé et 60% sont d'origine française

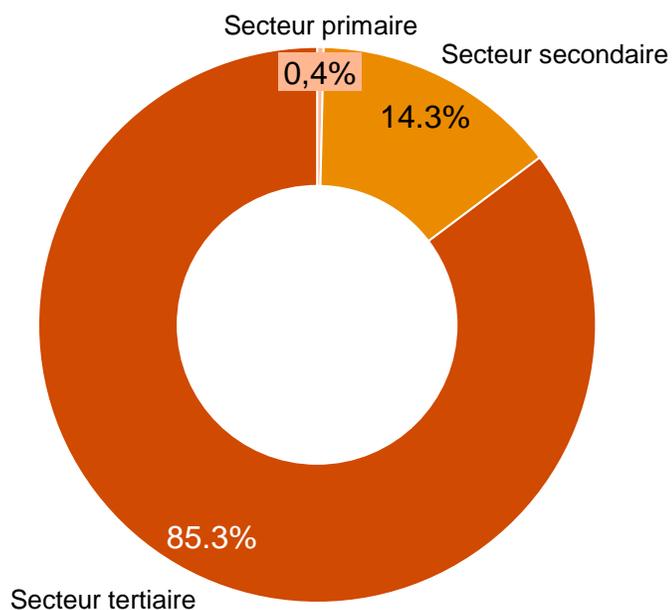
Répartition de la population active par secteur d'emploi et par nationalité (en milliers de personnes)



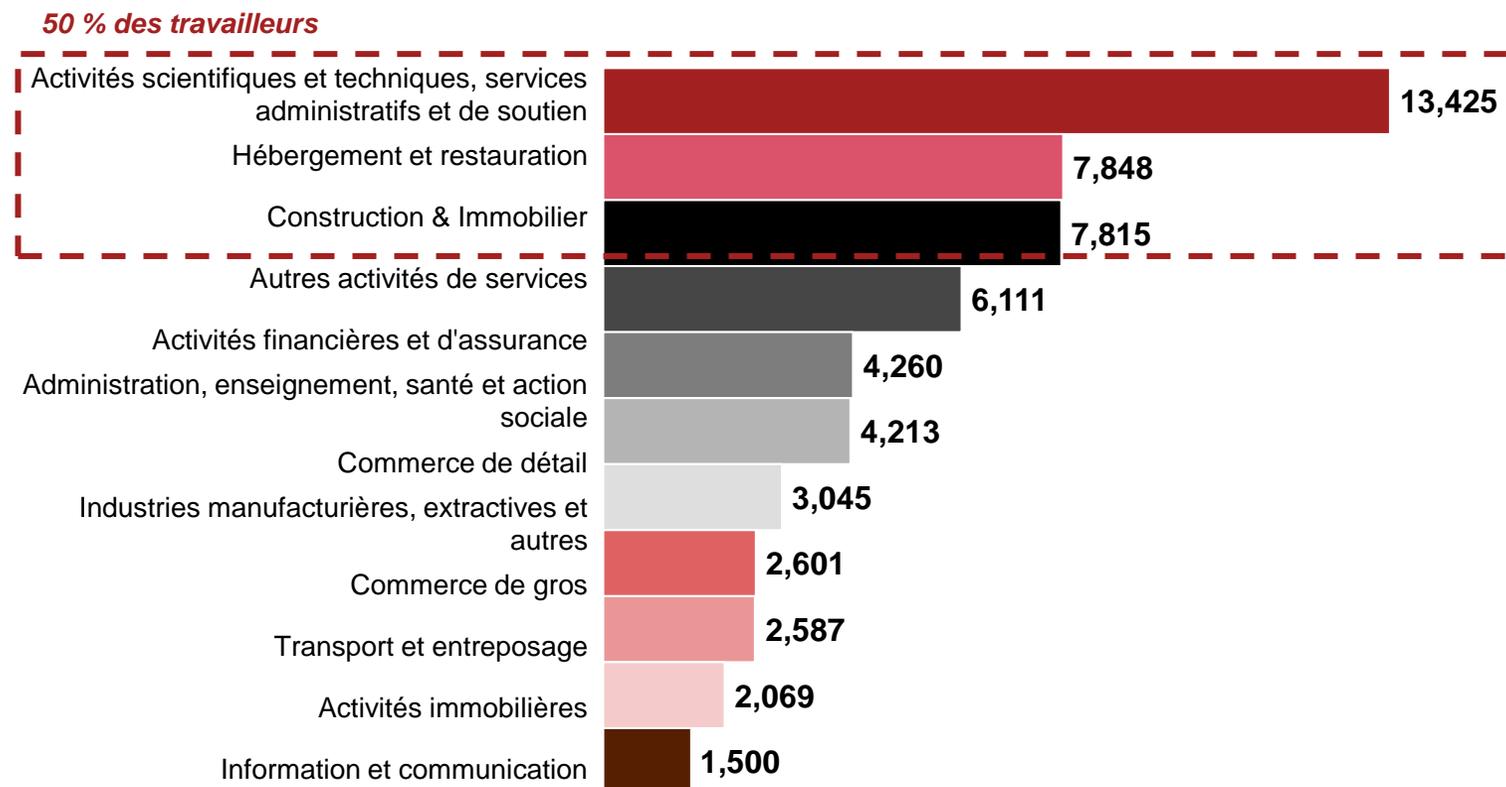
85% des travailleurs dans le privé exercent une activité de services, principalement au travers de 3 secteurs, représentant 50% des emplois

Focus sur le secteur privé en 2022

Répartition du nombre de salariés par type de secteur d'activité en 2022



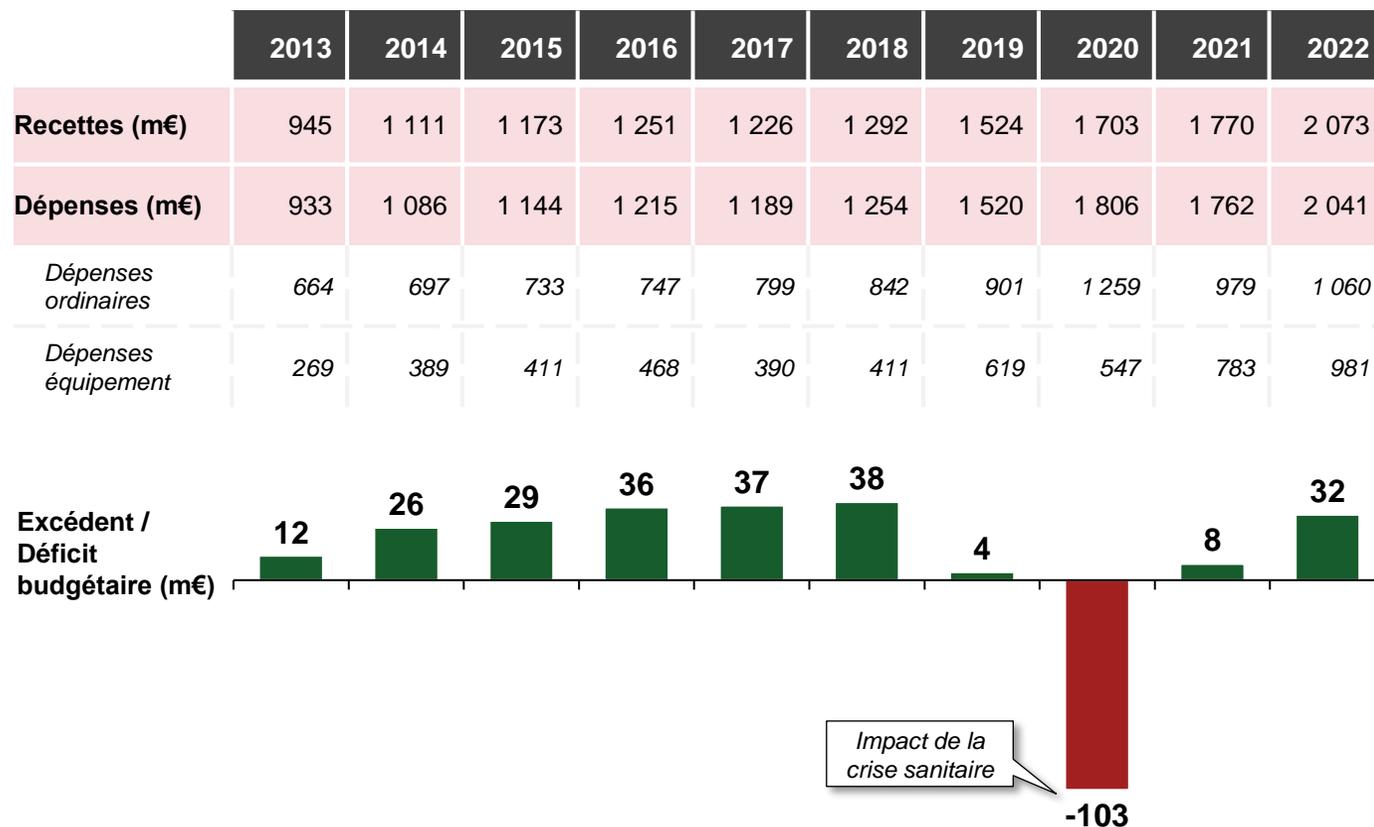
Répartition du nombre de salariés par secteur d'activité en 2022



La solidité financière de l'Etat repose sur des finances publiques excédentaires et des réserves croissantes depuis 10 ans

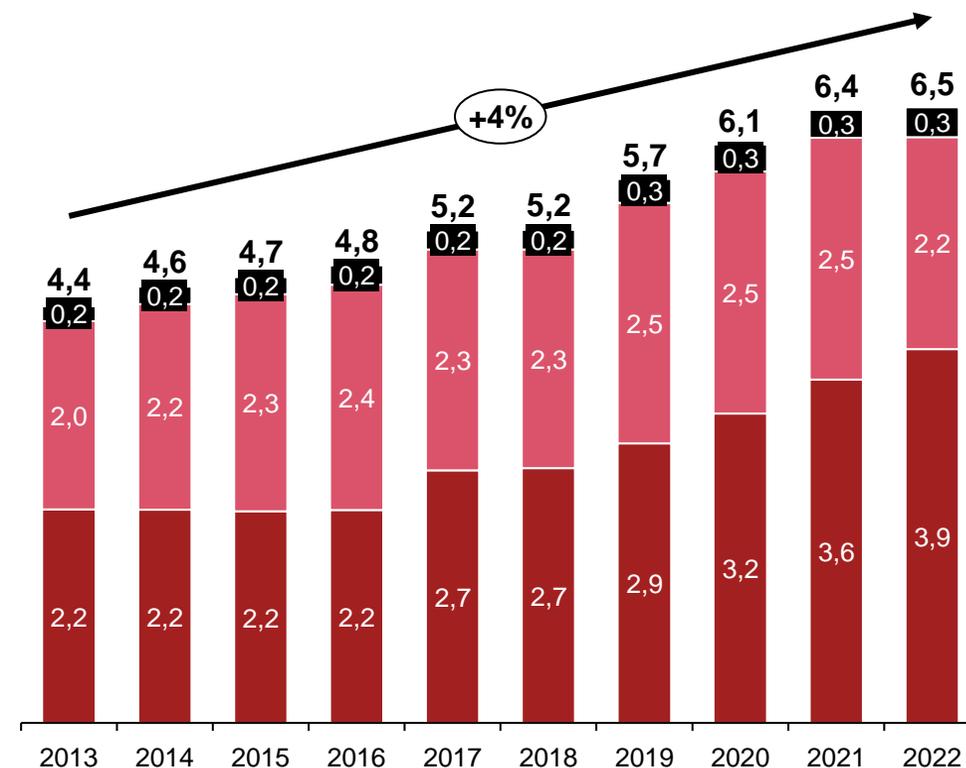
Evolution des finances et des réserves de l'Etat

Finances de l'Etat



Fonds de Réserve Constitutionnel

Evolution des finances de l'Etat (Md€ ; 2013-22)



Partie illiquide Partie liquide Or

2

Conséquences économiques potentielles d'un accord d'association

Agenda

1. Perspectives des secteurs clés de l'économie

2. Conséquences sur l'emploi monégasque
3. Conséquences sur l'Etat, les concessions et les caisses

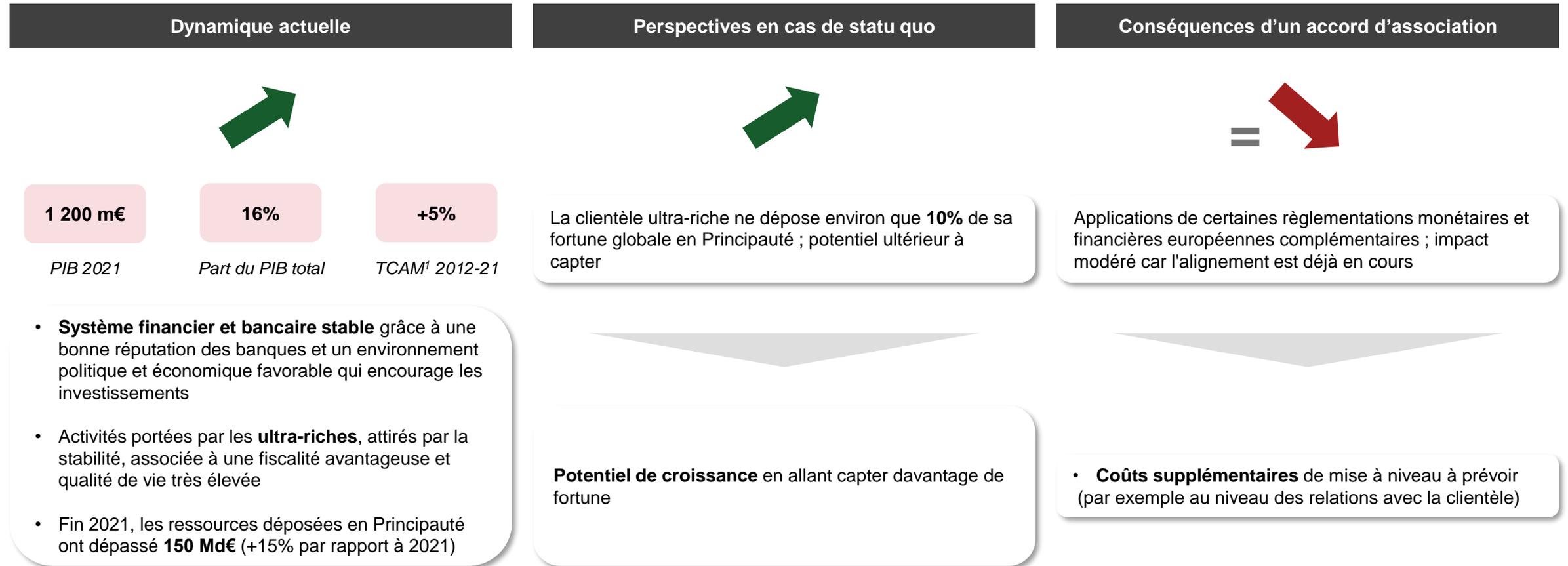
Un accord d'association pourrait impliquer des effets négatifs sur les secteurs porteurs de l'économie monégasque

Synthèse des perspectives des secteurs clés de l'économie en cas de statu quo et en cas d'accord

	Dynamique actuelle	Perspectives en cas de statu quo	Conséquences d'un accord d'association
Activités financières	 <p>Porté par les ultra-riches, attirés par un système financier et bancaire stable et une fiscalité avantageuse</p>	 <p>Potentiel de croissance en allant capter davantage de fortunes</p>	 <p>Certains coûts supplémentaires réglementaires et de mise en œuvre à prévoir</p>
Construction	 <p>Porté par la construction d'immeubles, le projet d'extension en mer et la rénovation d'infrastructures</p>	 <p>Incertitudes du fait de la limitation de construction et la fin des projets en cours mais potentiel de croissance avec la reconstruction et la rénovation</p>	 <p>Concurrence accrue avec la libre installation d'entreprises étrangères et baisse des prix des prestations sur un marché ultra-compétitif</p>
Immobilier	 <p>Marché de l'immobilier le plus cher au monde, très attractif, porté par le neuf et la revente de luxe</p>	 <p>Incertitudes à cause du manque de logements neufs à venir mais croissance du marché de la revente</p>	 <p>Libre installation d'acteurs étrangers engendrant une perte de revenus et baisse des prix et commissions</p>
Activités industrielles	 <p>Déclin dû aux difficultés des entreprises à se développer à cause de contraintes foncières, logistiques et réglementaires</p>	 <p>Dynamique actuelle qui perdure à cause des contraintes indépendantes d'une volonté de développer la filière</p>	 <p>Ouverture au marché européen simplifiant les contraintes réglementaires mais incapacité d'un accord à limiter les autres contraintes</p>

Les activités financières pourraient être confrontées à de plus fortes contraintes réglementaires en cas d'accord

Focus sur les activités financières

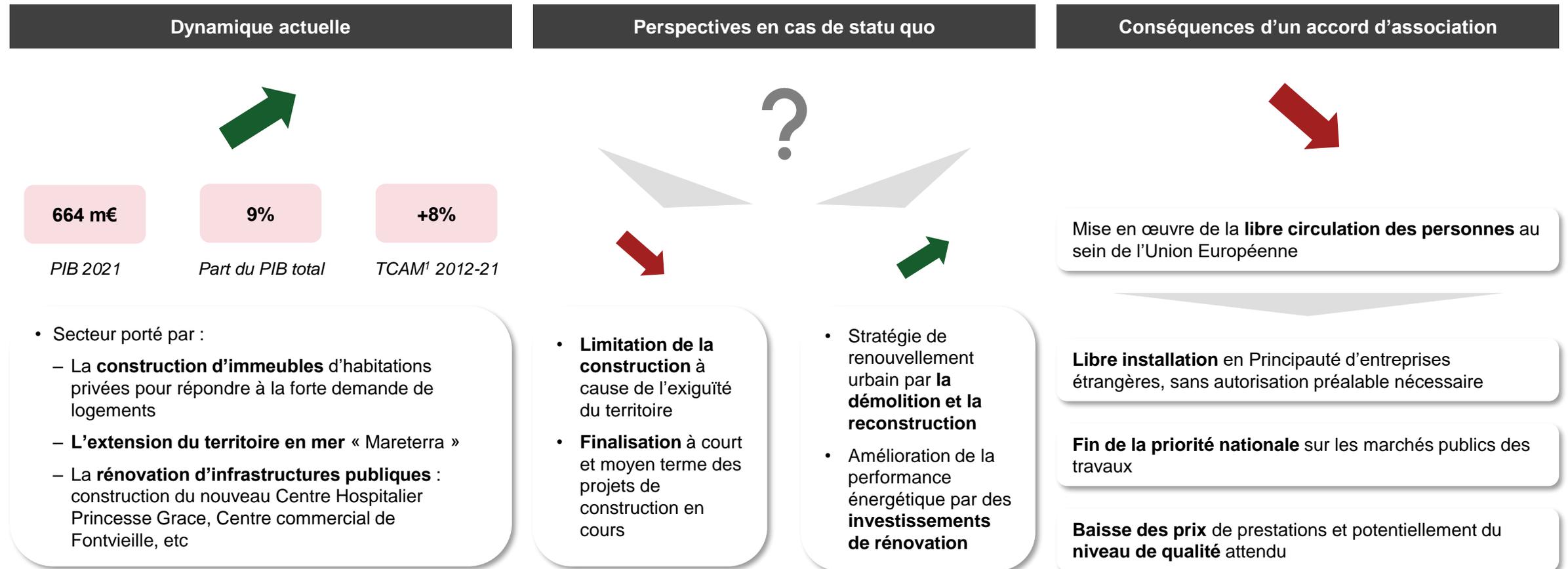


¹Taux de croissance annuel moyen

Sources : Monaco en Chiffres 2023, Observateur de Monaco, Analyses PwC Strategy&

Les incertitudes concernant les perspectives de croissance de la construction seraient accrues en cas d'accord à cause d'une forte concurrence naissante

Focus sur la construction



¹Taux de croissance annuel moyen

Sources : Monaco en Chiffres 2023, Gouvernement Princier, Monaco Tribune, Le Point, Analyses PwC Strategy&

A l'instar de la construction, l'immobilier subit des incertitudes de croissance qui devraient s'accroître en cas d'accord d'association

Focus sur l'immobilier

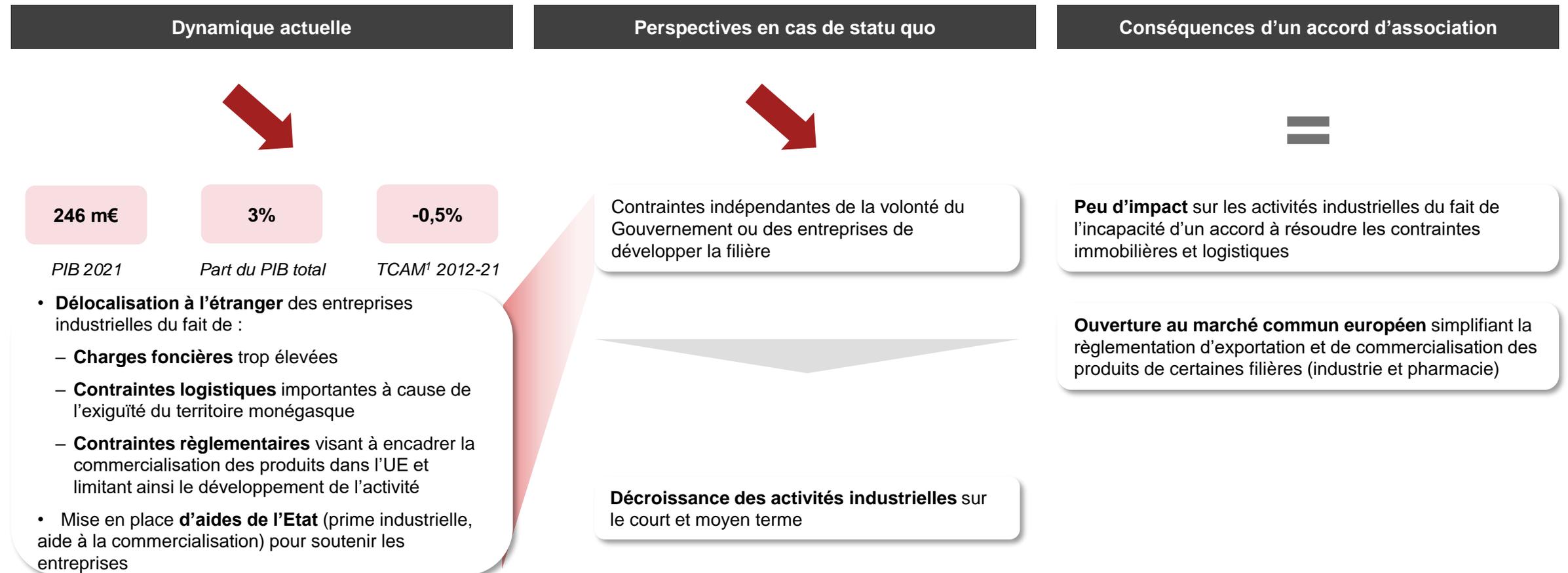


¹Taux de croissance annuel moyen

Sources : Observatoire de l'Immobilier 2022, L'observateur de Monaco, Analyses PwC Strategy&

Un accord aurait peu d'effets sur les activités industrielles en déclin, du fait de son incapacité à résoudre les contraintes foncières et logistiques

Focus sur les activités industrielles



¹Taux de croissance annuel moyen

Agenda

1. Perspectives des secteurs clés de l'économie
- 2. Conséquences sur l'emploi monégasque**
3. Conséquences sur l'Etat, les concessions et les caisses

Un accord d'association aurait d'importantes conséquences sur les spécificités sociales, et notamment sur l'emploi, de Monaco

Conséquences sur le marché de l'emploi d'un accord d'association

Le « Pacte Social » monégasque serait durablement affecté par un accord d'association ...

Fin de la priorité nationale à l'Emploi

- Un accord d'association impliquerait le respect des libertés fondamentales de l'UE et avec lui la fin de la priorité nationale à l'emploi, qui favorise les conditions d'accès des Monégasques à certains emplois

Ouverture au marché européen

- L'ouverture au marché européen permettrait aux entreprises d'avoir accès à une main d'œuvre plus nombreuse et moins chère

Arrivée de la concurrence extérieure

- Les niveaux de salaire en Principauté, associés à des conditions de vie très favorables, impliqueraient la potentielle arrivée en Principauté de nombreuses personnes étrangères souhaitant travailler à Monaco

... menaçant ainsi les emplois des Monégasques

A court terme

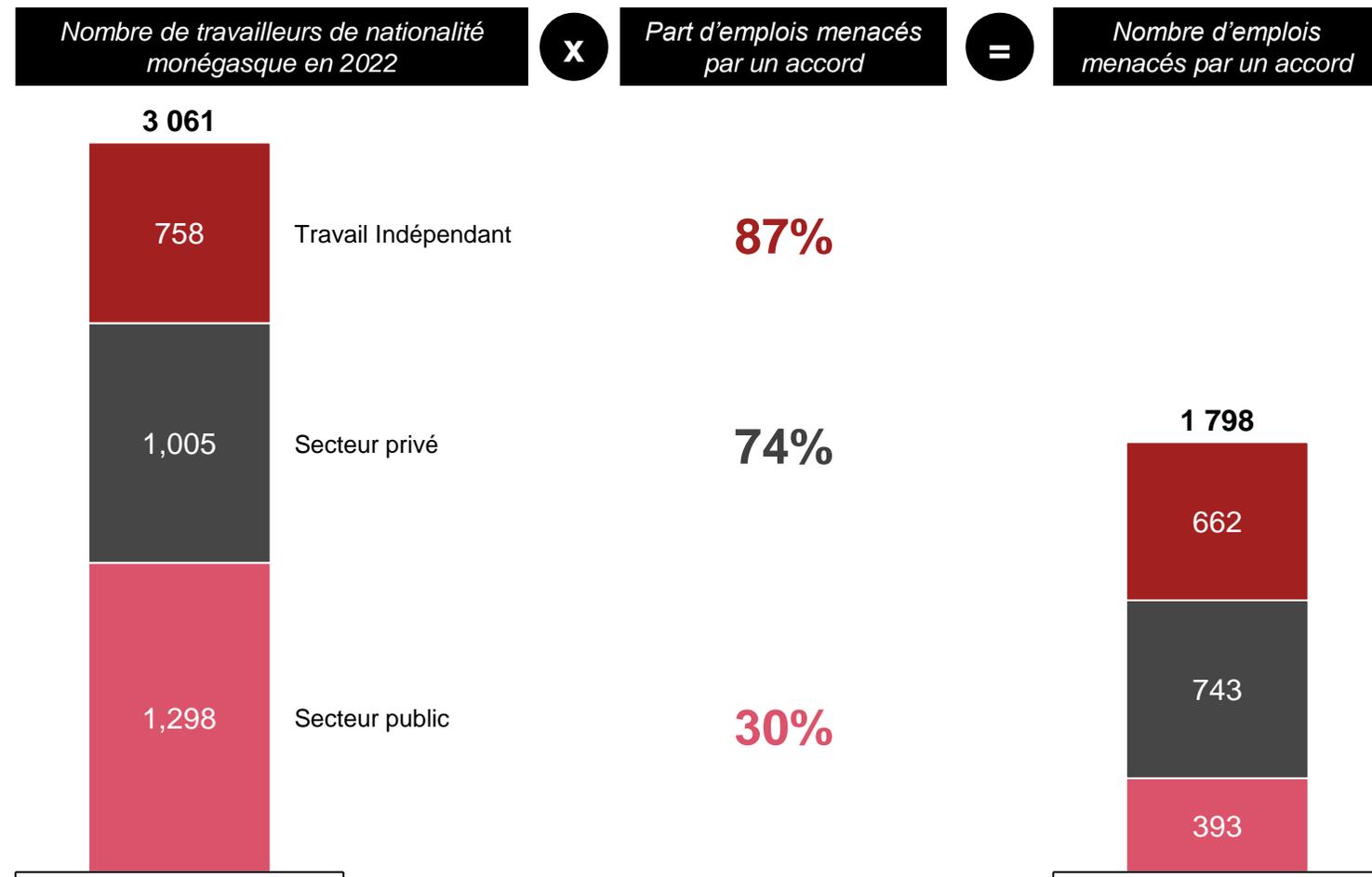
- Disparition de certains postes à cause de l'impact économique d'un accord d'association sur certains secteurs pouvant mettre les entreprises en difficulté, impliquant une **potentielle vague de licenciements**
- **Fin de la priorité pour les métiers saisonniers** à pourvoir

A moyen et long terme

- **Evolution cyclique** du marché de l'emploi, qui se fait au rythme des démissions, licenciements et départs en retraite des salariés
- **Menace pour les Monégasques en recherche d'emploi ou les jeunes** qui entrent sur le marché du travail, en concurrence avec des étrangers sur ces postes à pourvoir

Ainsi, plus de la moitié des Monégasques actifs verraient leur emploi menacé à terme en cas d'accord d'association

Conséquences d'un accord d'association sur les emplois des Monégasques



La totalité des travailleurs indépendants sont menacés par un accord du fait de la fin de la priorité nationale, à l'exception

- Des **commerçants de détail** qui connaissent déjà une concurrence accrue de grandes enseignes internationales installées en Principauté
- Des **pharmaciens**, du fait de la difficulté d'ouvrir une officine sur le territoire,

La totalité des emplois du secteur privé sont menacés par un accord du fait de la fin de la priorité nationale, à l'exception

- De **l'hébergement et de la restauration**, en partie préservés par une tension structurelle dans les recrutements
- D'une partie des **salariés de l'hôpital**, protégée par la pénurie de personnel soignant
- Des **salariés dans l'immobilier**, qui pourraient s'associer aux niveaux arrivants souhaitant utiliser leurs connaissances du marché spécifiques monégasque

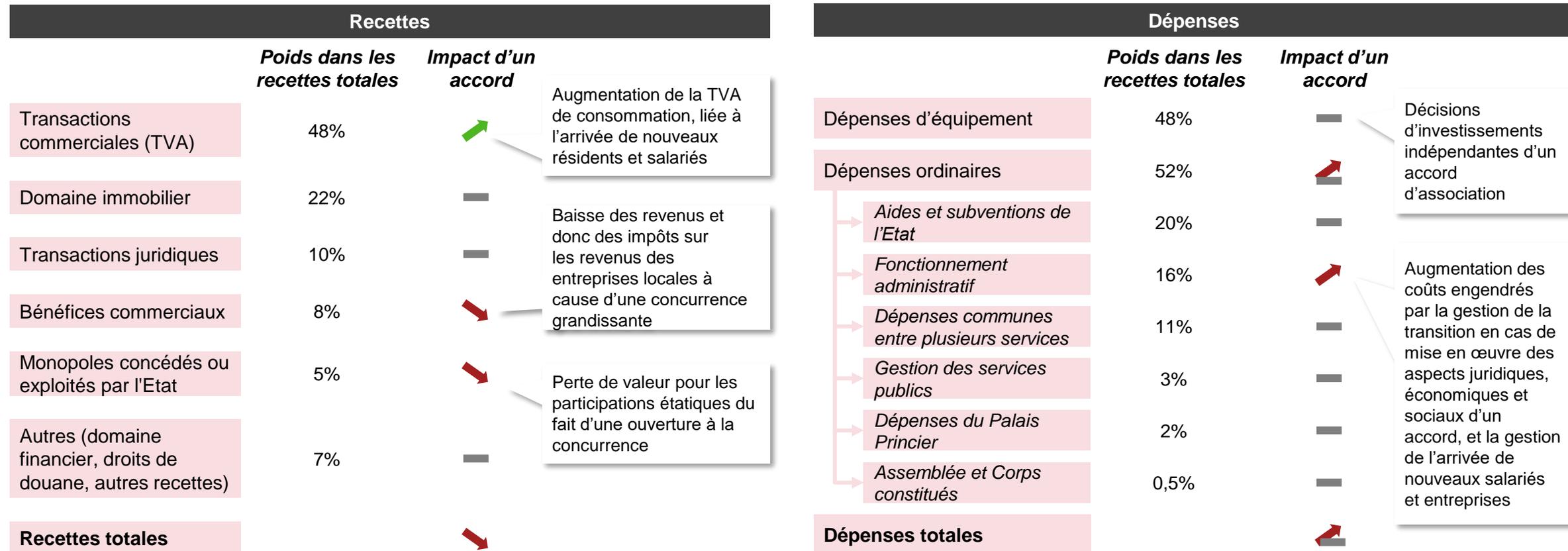
Les emplois du secteur public **seraient menacés sauf pour les emplois de l'administration publique participant à l'exercice de la puissance publique** (dérogations de la Cour de Justice de l'UE)

Agenda

1. Perspectives des secteurs clés de l'économie
2. Conséquences sur l'emploi monégasque
- 3. Conséquences sur l'Etat, les concessions et les caisses**

L'excédent budgétaire de l'Etat pourrait diminuer en cas d'accord, à cause d'une baisse des recettes et une légère augmentation des dépenses

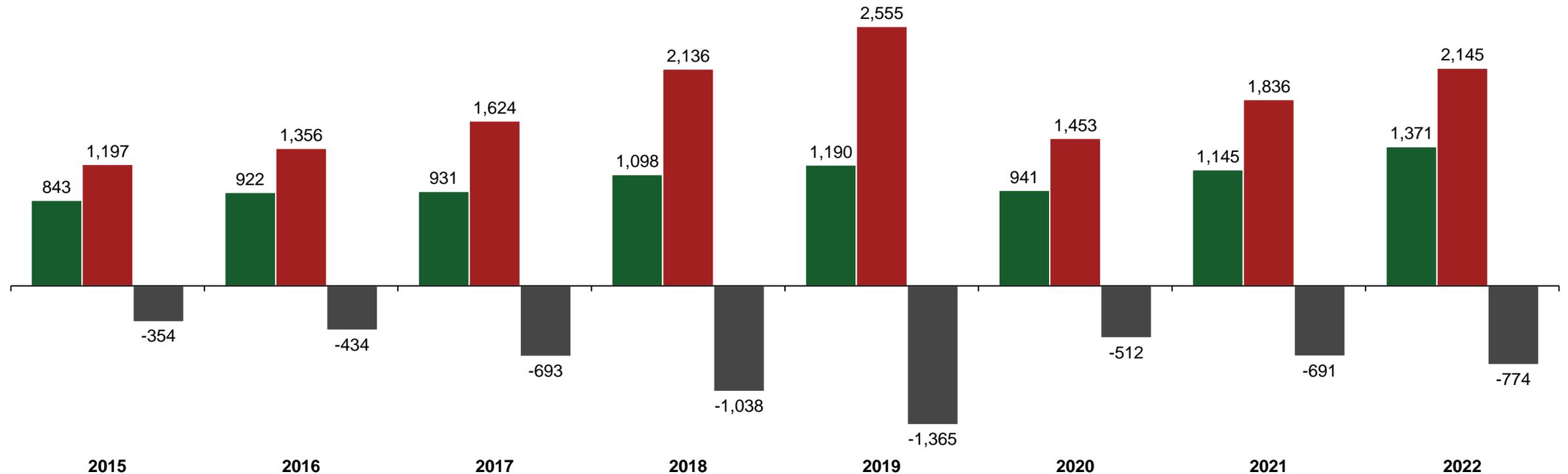
Conséquences d'un accord d'association sur les finances de l'Etat



Diminution de l'excédent budgétaire

L'accès au marché commercial européen aurait peu d'impact sur la balance commerciale, portée par les activités industrielles en déclin

Evolution des échanges commerciaux et du solde budgétaire (m€ ; 2015-22)

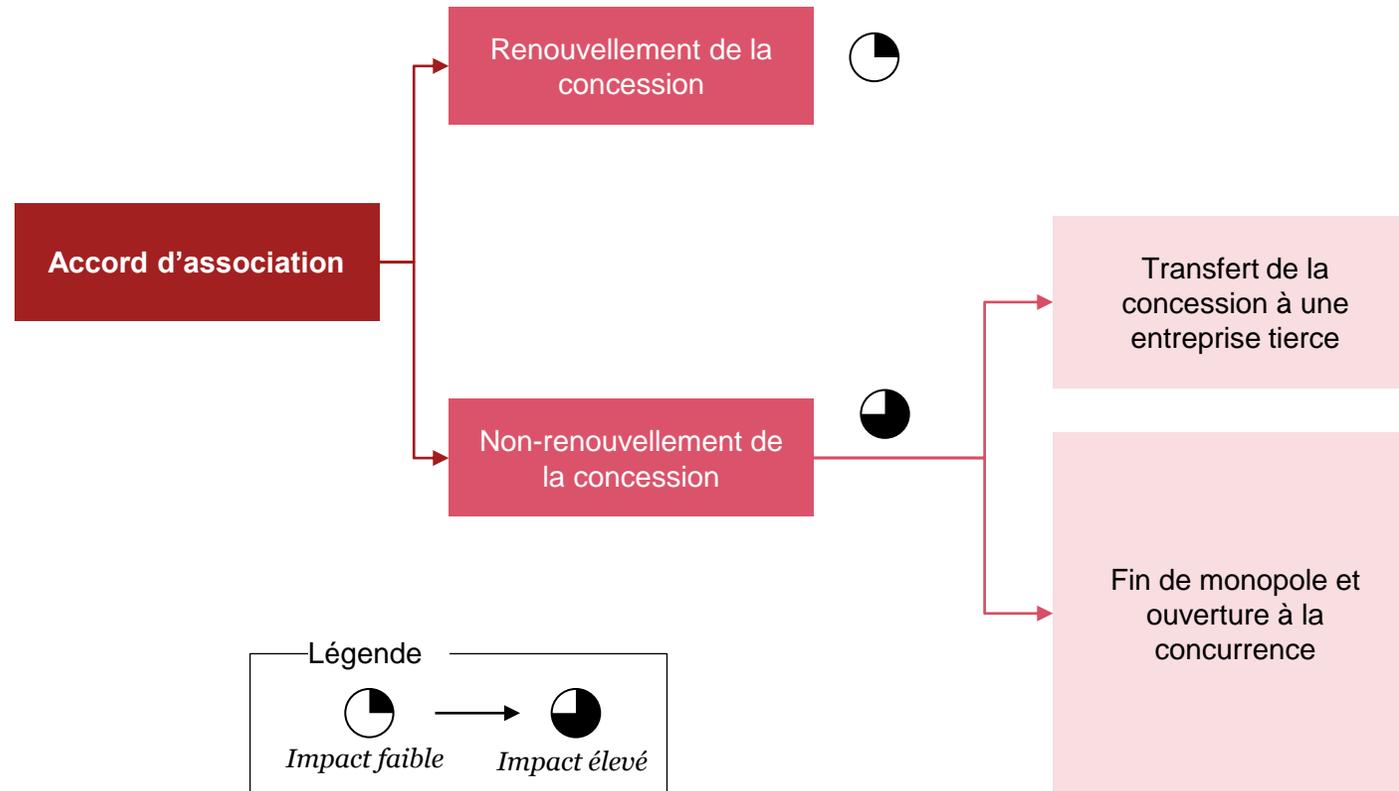


■ Exportsations ■ Importations ■ Balance commerciale

Octobre 2023

L'accord ouvrirait de nombreuses incertitudes quant au maintien des monopoles sur le territoire, mais aussi sur les concessions accordées

Focus sur les monopoles



Impact sur les monopoles

- **Maintien du monopole et des activités** de l'entreprise sans impact notable
- **Perte de la participation étatique** mettant en grande difficulté financière
- **Fin des activités** de l'entreprise, déléguées à un tiers
- **Arrivée sur le marché de concurrents étrangers** bénéficiant d'économies d'échelles et de tarifs plus compétitifs
- **Perte de part de marché et de revenus** résultant de cette concurrence accrue
- **Difficulté de développement** des activités sur le territoire
- **Effet négatif sur l'image** de l'entreprise

L'application des règlements européens de sécurité sociale engendrerait des difficultés financières pour les Caisses Sociales de Monaco

Conséquences d'un accord d'association sur le régime social monégasque

Perte de recettes

Délocalisation des cotisations sociales des salariés étrangers

- Mise en place de **l'unicité d'affiliation européenne** : les travailleurs qui exercent dans plusieurs pays sont affiliés aux régimes sociaux du pays de résidence
- **Baisse des cotisations sociales à Monaco**, du fait du nombre important de travailleurs frontaliers avec la France qui seraient alors affiliés au régime français

Diminution des cotisations sociales des salariés monégasques

- **Baisse des cotisations sociales des nationaux** en raison de la potentielle baisse du nombre d'emplois des Monégasques à prévoir en cas d'accord

Augmentation des dépenses

Augmentation des prises en charge d'assurance maladie

- Rapatriement en Principauté, en tant que pays d'activité, de **la prise en charge des assurances maladie des retraités, chômeurs et invalides ayant travaillé à Monaco et résidant en France**, jusqu'alors assuré par le régime français

Augmentation des dépenses liées aux prestations familiales

- Prise en charge des prestations familiales à tous les salariés, homme ou femme, résidant en France dont le conjoint n'exerce pas d'activité en Principauté
- Versement d'allocations différentielles aux travailleurs frontaliers

Augmentation du nombre de pensions de retraite versées

- Ouverture de la possibilité de cumul des périodes travaillées dans plusieurs pays pour bénéficier de la retraite à toutes les nationalités européennes en plus des Français, Italiens et Monégasques déjà concernés

3

Conclusion

Finalelement, un accord d'association viendrait affecter les spécificités économiques et sociales de Monaco

Conclusion

Un système économique et social monégasque stable et attractive, porté par de bonnes perspectives de croissance ...

- Avec un PIB de 7,3 Md€ en 2021 qui croit de 4% par an depuis 2012, la **Principauté bénéficie d'une dynamique économique positive**, portée par les activités scientifiques et techniques, les secteurs de la construction et de l'immobilier ainsi que les activités financières, qui représentent à eux seuls plus de 50% du PIB en 2021.
- **Le marché de l'emploi monégasque compte deux fois plus de travailleurs que des résidents**, avec une main d'œuvre qui croît de 2% par an en moyenne depuis 2018.
- Sur les 66 000 actifs en 2022, 3 000 sont de nationalité monégasque. Le secteur privé représente plus de 80% de l'emploi (dont 70% des salariés d'origine française).
- **Les finances publiques reposent sur des fondamentaux solides**, avec un solde budgétaire excédentaire depuis 2011, qui s'élève à 32m€ en 2022, les recettes, portée par la TVA, étant plus élevées que les dépenses (récurrentes ou non). L'équilibre financier de l'Etat est également basé sur la solidité des réserves de l'Etat (Fonds de Réserve Constitutionnel), qui augmentent chaque année de 4% en moyenne, atteignant 6,5 Md€ en 2022.
- **Malgré quelques incertitudes, les secteurs-clés de l'économie monégasque présentent des perspectives à court et moyen terme relativement encourageantes** pour le développement économique, avec des potentiels de croissance.

... qu'un accord d'association avec l'Union Européenne pourrait venir fragiliser

- La signature d'un accord d'association impliquerait l'ouverture au marché commun européen et la libre circulation des personnes en Principauté ainsi que la libre installation d'entreprises étrangères, augmentant considérablement la concurrence.
- **Cette concurrence accrue mettrait à mal les secteurs de la construction et de l'immobilier, tandis que les acteurs financiers seraient en partie affectés par l'application de la réglementation européenne.**
- **Des incertitudes subsistent également quant au maintien des monopoles en Principauté, et des concessions accordées**, qui pourraient être revues et soumises à concurrence, comme prévu par la législation européenne.
- **La fin du « pacte social » monégasque et de la priorité nationale à l'emploi associée menacerait les emplois des nationaux**, du fait de l'ouverture à la concurrence à l'emploi. Sur les 3000 emplois concernés, plus de la moitié pourrait être affecté par un accord d'association, notamment dans le secteur privé, le secteur public hors fonctions régaliennes et pour le travail indépendant.
- **Les Caisses Sociales de Monaco, qui régissent le régime social en Principauté, verraient s'alourdir les dépenses** des caisses tout en engendrant une perte de leurs recettes
- **Le budget de l'Etat, subirait une diminution de son excédent budgétaire**, du fait d'une baisse des recettes et une augmentation des dépenses.

Merci

4

Annexes

Ainsi, plus de la moitié des Monégasques actifs verraient leur emploi menacé en cas d'accord d'association

Conséquences d'un accord d'association sur les emplois des Monégasques

Secteur	Nombre de travailleurs monégasques en 2022	% d'emplois menacés par un accord	Nombre d'emplois menacés par un accord
Hébergement et restauration	426	50%	213
Autres activités de services	134	100%	134
Activités scientifiques et techniques	105	100%	105
Employés du CHPG & Caisses Sociales de Monaco	61	50%	31
Activités financières et d'assurance	56	100%	56
Commerce de détail	48	100%	48
Activités immobilières	38	50%	19
Industrie	37	100%	37
Autres secteurs	101	100%	101
Secteur privé	1 005	74%	743
Administration gouvernementale	829	25%	205
Education	188	100%	188
Commune	175	0%	-
Palais Princier	22	0%	-
Direction des Services Judiciaires	28	0%	-
Commissions, Assemblées et Corps constitués	41	0%	-
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics et fondations	15	0%	-
Secteur public	1 298	30%	393
Immobilier	57	50%	29
Taxis	65	100%	65
Commerçants de détail	64	0%	-
Professions médicales (dentistes, kinésithérapeutes, orthophonistes, vétérinaires)	35	100%	35
Professions juridiques (avocats, notaires, huissiers de justice, conseillers juridiques)	80	100%	80
Pharmaciens	3	0%	-
Autres	454	100%	454
Travailleurs indépendants	758	87%	662
Total	3 061	59%	1 798